



## Nous sommes unis pour exiger l'abrogation de la réforme du collège

**A**UJOURD'HUI 17 septembre, nous sommes unis dans la grève appelée par 13 organisations syndicales (SNES-FSU, SNEP-FSU, SNFOLC, SNETAA-FO, SFSDPEP-FO, CGT Educ'action, SNEIP-CGT, SNALC-FGAF, SUNDEP Solidaires, SUD Education, SIES-FAEN, SNCL-FAEN, CNGA CFE-CGC) qui représentent plus de 80% des enseignants.

Ensemble elles sont « *déterminées à combattre cette réforme, à obtenir son abrogation et la réouverture de discussions sur d'autres bases.* »

Dans des centaines d'assemblées générales et réunions d'information qui se sont tenues depuis deux semaines dans les établissements cette même exigence est partout reprise par les personnels.

Nous sommes aujourd'hui rejoints dans la grève par de nombreux enseignants du premier degré et d'autres catégories à l'appel commun des fédérations nationales (FNEC FP FO, FERC CGT, FAEN, CSEN-FGAF, SUD Education) parce que la réforme du collège est une pièce d'une logique d'ensemble (réforme territoriale, rythmes scolaires, austérité) :

« *Bloquer la réforme du collège, c'est ouvrir la possibilité de donner un coup d'arrêt à toutes les dérives de la politique du ministère de l'Éducation nationale qui menacent l'école.*

*Obtenir un recul sur la réforme du collège serait une aide considérable pour la satisfaction des revendications urgentes de toutes les catégories de personnels.* »

### La ministre campe sur ses positions

Les enseignants ne veulent pas de l'autonomie des établissements, source d'inégalités et de concurrence, ils ne veulent pas d'horaires et de contenus définis localement.

Ils ne veulent pas de l'amputation de près d'une demi-année du volume des horaires disciplinaires des élèves, ils ne veulent pas de l'interdisciplinarité contrainte.

Ils ne veulent pas que soient sacrifiés le latin et le grec comme disciplines à part entière, que disparaissent les classes bilingues et européennes.

Ils ne veulent pas des programmes qui découlent de cette réforme, rejetés par les associations de spécialistes comme par l'Académie des sciences et l'Académie française.

Ils ne veulent pas des 8 jours de formation-formatage obligatoire « *dans le cadre des 1607 heures annuelles* », imposés au nom du décret Hamon sur les obligations de service. Ils ne veulent pas des contraintes (réunionite sans fin...) qui découleraient de l'application de la réforme.

Ils ne veulent pas d'une nouvelle réforme du lycée qui découlerait de la réforme du collège.

Personne ne croit que cette réforme, véritable usine à gaz, apportera la moindre amélioration pour les élèves comme pour les personnels.

La ministre refuse tout véritable dialogue, continuant d'affirmer que la réforme s'appliquera à la rentrée 2016. Elle porte l'intégrale responsabilité de la poursuite du conflit.

### Aujourd'hui 17 septembre nous sommes en grève pour gagner

Pour gagner il faut le rapport de force.

Alors ne faut-il pas tout mettre en œuvre pour rassembler la force des 350 000 enseignants du secondaire dans la grève, tout bloquer dans la grève pour obtenir le retrait, la grève jusqu'au retrait de la réforme du collège ?

Dans des dizaines et des dizaines d'assemblées qui se sont tenues dans les établissements avant le 17 les personnels ont dit : « *si le soir du 17 la ministre n'a pas reculé, la question est posée : poursuivre la grève pour obtenir satisfaction* »

**Continuer la grève : aujourd'hui cette question est posée.**

**C'est ce que nous proposons.**

**Assemblées générales partout, dans tous les établissements, pour discuter, pour décider !**